L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

DUFOUR & LIMET, Editeurs-Propriétaires

Bureaux—No. 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI MATIN 3 FEVRIER.

DEPECHES
Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

ANGLETERRE.

Londres, 31—Gladstone, dans son discours à Greenwich, a répondu à diverses accusations faites contre lui par les conservateurs et a justifié l'usage qu'il avait fait de son patronage.

M. Disraéli a harangué un grand meeting à Aylesbury, aujourd'hui. Il a dit que la dissolution du Parlement était un acte de noire tricherie que Gladstone avait appris en étudiant la tactique des Ashantées. Il a accusé le gouvernement de vouloir assurer son succès aux élections par la corruption, et que les promesses de diminution de taxes seraient suivies par une recrudescence fiscale plus onéreuse et plus lourde.

Londres, 1er fév—Les polls ont été ouverts hier à Guildford, Chatham, Kidderminster, Maidstone, Overend et Nord-Lincolnshire. Les conservateurs ont été victorieux. Ils ont emporté huit bourgs représentés par des libéraux dans le dernier parlement. Ces derniers n'ont eu qu'un succès qui soit un gain. Henry James, avocat-général, et A. C. Barclay (le premier est un libéral) ont été réélus sans opposition à Taunton. Il y a eu 45 élections pendant la semaine qui ont en pour résultat le succès de 28 conservateurs contre 20 libéraux.

Londres, 2 fév.—Une dépêche de Dublin au *Times* dit qu'en dépit du temps très court qui a été donné pour préparer la campagne électorale, beaucoup de notables de localité se sont mis en avant comme candidats en Irlande.

Londres, 2 fév.—Des dépêches plus récentes montrent qu'il y a eu 56 élections parlementaires; la semaine dernière, dont le résultat est le retour de 25 libéraux et 31 conservateurs. Des retours additionnels n'annoncent aucun gain pour aucun parti. C'est Densil Onslow, conservateur, et non Guilford Onslow, libéral, qui a été élu samedi à Guilford. L'élection du très honorable Robert Lowe par l'Université de Londres est regardée comme certaine.

Le baron Renter nie l'assertion du *London Post* et dit qu'il n'a pas demandé au Shah six mois de grâce avant de commencer le travail en vertu de la concession prussienne. Le baron dit que les travaux sont actuellement commencés avant le temps stipulé et qu'ils continuent.

Un navire est arrivé de la Côte d'Or à Postemouth avec une centaine de soldats invalides appartenant à l'expédition Ashantée.

Le baron Mayer de Rothschild, ex-membre du parlement pour Hythe, est très malade et baisse, dit-on, rapidement.

Des avis de Constantinople rapportent qu'un grand incendie en cette ville y a détruit une centaine de maisons, entre autre la résidence du Grand Vizir.

Londres, 2—Les médecins du baron Mayer de Rothschild annoncent qu'il est mieux cette après-midi.

Londres, 2—Des élections ont été tenues aujourd'hui à l'Université de Cambridge dans le comté de Onest Norfolk et de Lincolnshire. Sept conservateurs ont été élus sans opposition.

Dans le district de Bedfordshire l'élection a été disputée et le résultat est douteux. D'Israeli s'étant prononcé contre le rapel de la taxe sur le revenu, les libéraux font usage de cette déclaration contre lui dans la campagne électorale.

FRANCE.

Paris, 31—Le journal l'*Union* dit que M. de Bismark avait envoyé dernièrement au gouvernement britannique quelques observations relatives à l'attitude de la presse ultra-montaine et des évêques en Angleterre. Il a reçu une réponse décourageante.

Paris, 2—Dans l'Alsace, les candidats français pour le Reichstag sont élus par une majorité énorme.

PANAMA.

Panama, 2—Le steamer des Etats-Unis Wyoming est parti d'Aspinwall le 14, emmenant le flibustier général Shennan qui sera jugé par les cours des Etats-Unis.

Panama, 22 janvier—Il y a une perspective de paix dans toute l'Amérique centrale, excepté dans la malheureuse république de Honduras. Le président provisoire s'est enfermé dans la ville de Camayagua et le senor Leira, qui a été déclaré président par Gonzales a établi son gouvernement à Tegerici Galpa. Il n'y a pas eu de combat depuis l'attaque sur Amputa.

QUEBEC.

Québec, 2 fév.—Un choc de tremblement de terre s'est fait sentir directement à Partheï Point, hier dans l'après-midi. Il a fait rouler les objets amoncelés là contre ce qu'il y avait de détaché dans la maison du village.

Le thermomètre était à 20 degrés au-dessous de zéro dans cette ville, ce matin.

ST-LOUIS.

St-Louis, 1.—Cinq voleurs masqués et armés, après avoir arrêté le train de la Montagne de Fer, avoir pris aux voyageurs quelques milliers de piastres et des bijoux, ont laissé repartir le train sans avoir fait de mal à personne, et remettant la note suivante au conducteur Alford:

"Le train du sud de la Montagne de Fer a été volé ce soir par cinq hommes bien armés. Les voleurs, arrêtés à station quelques minutes avant le train, ont arrêté l'agent et l'ont mis sous garde. Ils ont ensuite dévié le train. Les voleurs étaient tous les hommes de haute taille, aucun d'eux n'ayant pas moins de six pieds. Ils étaient tous masqués et ont pris une direction au sud après avoir volé le train. Tous étaient montés sur de beaux chevaux de race. Il y a une excitation d'enfer dans cette partie du pays.

(Signé:) ISA A. MERRIL.

St-Louis, 2—On a découvert que le véritable but des voleurs, qui ont arrêté le train de la Montagne de Fer, hier soir, était de voler M. Staunpefield, secrétaire d'une compagnie de bois de charpente, qu'ils croyaient être sur le train avec $5000. Mais il ne s'y trouvait pas. Ils avaient pris, comme otages, le conducteur Alford et les autres hommes du train et les avaient mis sous garde. Un des bandits se promenait le long de la ligne du train en montrant des pistolets et donnant l'ordre aux passagers de rester tranquilles s'ils ne voulaient pas faire tuer le conducteur et l'ingénieur. Une partie de la bande vola alors l'express et la malle, prenant seulement l'argent, en laissant les feuilles et dévalisant les voyageurs. Il n'y avait que 12 voyageurs, cinq dames et plusieurs enfants sur le train. On ne connaît pas les voleurs. Ils ont été suivis jusqu'à Black River, à 6 milles à l'ouest de Gadshell, mais ils ont à perdu leurs traces.

St-Louis, 2 fév.—La Chambre a passé la résolution concernant demandant au Congrès de pourvoir aux moyens de réparer les levées dans la basse vallée du Mississippi.

MEMPHIS.

Memphis, 31 janvier—Une dépêche de Jackson à l'*Avalanche* dit que nombre de républicains ont fait scission et qu'une combinaison se forme pour faire échouer la nomination du caucus et battre Bruce, le candidat de couleur, shérif du comté Bolivar. Cette combinaison a, dit-on, des chances de succès pour l'élection de mardi prochain.

INDIANAPOLIS.

Indianapolis, 2—L'Union Typographique a mis décidé, en septembre dernier d'élever l'échelle des prix de 12 à 25 pour cent sur les prix du temps de la guerre. Hier soir ils ont voté de nouveau une augmentation qui a été refusé par les éditeurs. Les ouvriers imprimeurs du *Journal*, du *Sentinel* et l'*Indianapolis* ont fait grève aujourd'hui. Les journaux paraîtront demain comme à l'ordinaire mais avec une réduction de format.

TOPEKA.

Topeka, 2—L'ex-gouverneur James M. Harvey a été élu sénateur des Etats-Unis pour remplacer Caldwell. Il a reçu 75 voix. Harvey est virginien de naissance. Il a passé la plus grande partie de sa vie dans le comté d'Adams, Illinois, jusqu'en 1857. Il vint alors au Kansas où il se livra à des occupations de ferme. Pendant la guerre, il servit comme colonel d'infanterie et fut élu au sénat d'Etat en 1866, gouverneur du Kansas par les Républicains, réélu en 1870. C'est un fermier d'expérience, un franc républicain et un ami ardent de toutes les mesures de réforme réelles. Son caractère personnel est à l'abri de tout reproche; aucune tache de corruption ne le ternit et son triomphe est regardé comme un triomphe d'honnêteté et de loyauté dans la politique du Kansas.

BOSTON.

Boston, 2 fév.—A 7 heures du matin, le thermomètre variait de zéro à 3 degrés au-dessous.

WASHINGTON.

Lettre du général P. O. Hébert, sur les troubles de la Louisiane.

Washington, 1er février 1874.

A l'honorable THOS. F. BAYARD, sénateur au Congrès:

Monsieur.—Sans avoir en avec vous aucune conversation préliminaire quelconque, et dans la totale ignorance de vos convictions sur le sujet, je prends la liberté de vous adresser quelques mots sur la situation politique en Louisiane. La solution intérieure si récemment développée au Congrès sur les affaires de cet Etat, est consolante pour le présent et encourageante pour l'avenir. Mais elle vient trop tard. Il n'est peut-être pas nécessaire d'insister sur les maux infligés aux populations de la Louisiane, par la politique misérable des aventuriers sans principe qui l'ont gouvernée dans ces dernières années. Ils se sont jetés sur ce malheureux Etat, qui saignait encore par tous les pores, des désastres de la guerre. Profitant de leur titre de libérateurs des anciens esclaves, et exploitant leur ignorance, leurs préjugés et leurs superstitions mêmes, dans l'intérêt de leurs vues impies, ils se sont établis dans les hautes positions de l'Etat, et de ce point élevé ils ont pillé sans restreinte un peuple déjà appauvri.

Il n'est pas besoin non plus de mentionner l'inique et énorme dette sous laquelle l'Etat chancelle sans espoir, une taxe impoyable plus lourde qu'on ne l'a jamais vu dans aucun pays civilisé sur la face du globe, et sous laquelle un peuple opprimé se débat pour conserver l'existence, la nullité rémunérative de l'agriculture, la paralysie de l'industrie, la stagnation des affaires, la détresse et la pauvreté qui s'étendent d'un bout de l'Etat à l'autre, et tout cela causé par une législation sans scrupule, si audacieuse et si atroce, si pernicieuse, si inique que l'esprit en est épouvanté et confondu.

Mais le sujet est si révoltant et il paraît être si partial, que je reviens sans autre digression au sujet de cette communication. Les mesures proposées au Congrès pour le soulagement du peuple de la Louisiane, une nouvelle élection ne pourrait remédier en rien aux maux dont on se plaint. Il n'y a pas de doute qu'un grand outrage ait été commis dans les actes judiciaires au moyen desquels le gouvernement actuel de la Louisiane fut installé. Mais ce qu'on propose maintenant au Congrès est de commettre un autre tort et de mettre l'Etat en convulsion par une élection nouvelle. C'est une grave proposition, affectant sérieusement les droits de tous les Etats sous la Constitution. Tout expédient temporaire qu'il peut être, il établirait un précédent en vertu duquel le Congrès pourrait constamment intervenir dans les affaires d'Etat.

Examinons les résultats pratiques de cette législation. Une élection, ordonnée par le Congrès, ne pourrait avoir lieu avant le mois de juin. C'est une saison de crise dans les récoltes, et aussi la saison où des milliers de blancs quittent l'Etat. La Constitution de la Louisiane ordonne une nouvelle élection en novembre pour les membres de la Législature. L'ancienne s'ajourne le 4 mars. S'il y a des torts à redresser, le peuple de la Louisiane peut les corriger sous ses lois constitutionnelles en novembre prochain, ce qui répond à tous les objets pratiques d'une élection en mai ou en juin sous une autorité législative prononcée. Si le gouverneur Kellogg, dans l'opinion du peuple, s'est mal conduit, la Constitution de l'Etat autorise une majorité de la Chambre des Représentants à le mettre en accusation et à la suspendre d'office. Tous les griefs dont on se plaint peuvent être réglés sous la Constitution de l'Etat, sans le danger dans les faits et dans les dangers d'une nouvelle élection ordonnée par le Congrès.

C'est comme démocrate et citoyen natif de la Louisiane, profondément intéressé à sa prospérité et à son bien-être que je vous présente ces vues. Je sais que les intérêts de mon Etat ne peuvent pas se trouver bien en ce moment d'une intervention du Congrès en ordonnant une nouvelle élection. J'ai l'honneur d'être, etc.

P. O. HEBERT,
ex-gouverneur de la Louisiane.

Washington, 2 février—CHAMBRE.—Un comité réuni sera nommé pour examiner les affaires du District de Columbia.

Une résolution chargeant le comité des allocations d'examiner l'affaire des entrepreneurs de la malle du Sud pendant la guerre, est présentée par Senor, de la Virginie, et adoptée.

Des articles d'accusation sont présentés par White, de l'Alabama, contre le juge Busteed, et référés au comité judiciaire qui recevra des témoignages cette semaine, et qui déclera d'arriver au rapport sur le juge Durell, demain.

Le bilan de la dette accuse une diminution de $1,875,000. Espèces à la Trésorerie, $88,375,000. Circulation, $4,875,000.

SÉNAT—Morton a terminé son discours sur la Louisiane et le Sénat a voté pour mettre l'affaire de côté. Le bill de banqueroute a été discuté jusqu'à la levée de la séance.

CHAMBRE—Le bill pour le jugement du général Howard a passé.

Washington, 2—Le Président a commis au Sénat la résolution de la Chambre pour une Cour d'enquête dans l'affaire du général O. O. Howard.—West, de la Louisiane, a objecté à l'adoption de la résolution. L'usage de l'armée est de mettre trois officiers dans la Cour d'enquête, mais cette résolution propose d'en nommer cinq.

M. Logan a dit qu'il ne sait rien de l'affaire, mais qu'il croyait que le général Howard demandait avec instance à être jugé.

M. Sumner demande des explications sur la composition d'une pareille Cour. M. Conkling répond que, comme les accusations viennent de la branche exécutive du gouvernement, il est convenable que la Cour soit composée de cinq officiers. Conkling fait l'éloge du général et dit qu'une Cour de cinq lui offre plus de garanties qu'une Cour de trois.

Morton demande pourquoi il faut que la Cour fasse enquête sur la responsabilité légale et morale du général Howard.

Conkling répond que c'est pour que la Cour prononce sur l'intégrité et l'honneur du général.

M. Thurman est surpris qu'il n'y ait pas depuis longtemps une Cour d'enquête.

Morrill, du Maine, dit que le général Howard accepterait pleinement la composition de la Cour.

Washington, 2.—Le général Humphrey a décidé en faveur des vues du major Howell sur le canal du Fort St. Philippe, et il enverra son rapport jeudi. Le général Sheldon dit, qu'il paraît probable que le Congrès autorisera la construction du travail, et que l'argent sera affecté pendant la session pour faire les préparatifs d'une excavation sans retard.

Washington, 2 fév.—Le comité des voies et moyens ne prendra aucune mesure définitive pendant plusieurs semaines encore, relativement aux différentes questions financières qui leur ont été soumises, et, conséquemment on ne voit rien de définitif, quoique plusieurs des membres de ce comité ont exprimé déjà leurs opinions personnelles.

Le comité ne s'est occupé de la question du tarif, jusqu'à présent, que pour corriger des erreurs et non pas dans le but d'augmenter les recettes des douanes.—L'amendement qui remmande cependant de définir